

505LHh23 |h

702

(1940)

702

SOCIETE NATIONALE DES CHEMINS DE FER FRANCAIS

532 P.014/4014
40.02

29 novembre 1940.

C O P I E

D 9137/6

Monsieur le Ministre,

J'ai l'honneur de vous faire parvenir ci-joint la copie de la lettre que j'adresse à M. le Ministre Secrétaire d'Etat à la Production Industrielle, pour attirer son attention sur l'enlèvement, par les autorités allemandes, d'une partie des ferrailles restées sur le quai des gares de la S.N.C.F. après l'Armistice.

Je lui signale, d'autre part, que notre Société se trouve toujours à découvert des frais qu'elle a avancés pour l'achat de ces ferrailles.

J'ai cru devoir vous tenir au courant.

Veuillez agréer, Monsieur le Ministre, l'assurance de mes sentiments de haute considération.

LE PRESIDENT DU CONSEIL D'ADMINISTRATION,

signé; FOURNIER.

Monsieur le Secrétaire d'Etat aux Communications.

SOCIETE NATIONALE DES CHEMINS DE FER FRANCAIS

532 P.014.4014
40.02

29 novembre 1940.

D 9137/6

C O P I E

Monsieur le Ministre,

Par lettre du 12 courant, j'ai eu l'honneur d'attirer votre attention sur la question des ferrailles restées sur les quais de la S.N.C.F. après l'Armistice.

Or, je crois devoir vous informer, à ce sujet, que passant outre aux protestations de nos agents, les Autorités d'occupation ont procédé, dans les gares de Champdotre - Pont, St-Aubin(Jura) et Gevray-Chambertin, à l'enlèvement de ces ferrailles de récupération.

A Champdotre-Pont, sur remarque faite par le chef de gare que ces ferrailles étaient la propriété de l'Etat, le Commandant de l'Unité a délivré un certificat provisoire en déclarant qu'un bon de réquisition serait remis ultérieurement.

Dans les autres gares, malgré plusieurs démarches auprès des autorités Allemandes, aucun bon de réquisition n'a pu être obtenu.

Par ailleurs, je me permets de vous signaler que le G.I.A.F. est actuellement redevable à la S.N.C.F., pour le paiement de ferrailles récupérées d'une somme de 10.274.910 fr.70

Trois relevés ont été adressés au G.I.A.F. aux dates suivantes :

- le 15 mai 1940 d'un montant de 7.821.741,85
- le 16 septembre 1940 d'un montant de 1.507.783,20
- le 13 novembre 1940 d'un montant de 855.385,65

Aucun versement n'ayant été effectué jusqu'ici, en contrepartie des sommes avancées par la S.N.C.F., je vous serais reconnaissant de bien vouloir intervenir afin d'en hâter le règlement.

Veillez agréer, Monsieur le Ministre, l'assurance de mes sentiments de haute considération.

LE PRESIDENT DU CONSEIL
D'ADMINISTRATION
signé: FOURNIER.

Monsieur le Ministre Secrétaire d'Etat
la Production Industrielle et au Travail,
PARIS..

SOCIETE NATIONALE DES CHEMINS DE FER FRANCAIS

n°2981

12 novembre 1940.

C O P I E

D. 9137/6

Monsieur le Ministre,

Par lettre du 17 octobre, j'ai eu l'honneur de vous demander de bien vouloir nous confirmer que vous étiez disposé à abandonner le produit de la vente des ferrailles restées sur les quais de la S.N.C.F. après l'armistice, la S.N.C.F. abandonnant, en contre-partie, ses droits de stationnement.

Or, nous recevons à l'instant copie de la lettre du 31 octobre du G.I.A.F. nous indiquant qu'en aucune manière celui-ci n'avait envisagé d'imputer la contre-valeur de ces ventes au compte Frais de stationnement puisque la S.N.C.F. avait préalablement décidé d'abandonner le recouvrement de ces frais.

J'ai l'honneur de vous envoyer ci-joint copie de la réponse que nous faisons au G.I.A.F.

Si celui-ci estime devoir procéder lui-même et pour son compte à la vente des ferrailles restant sur nos voies ou sur nos quais, nous n'y avons naturellement aucune objection, mais nous nous permettrons de faire présenter, de notre côté, l'état des frais de stationnement des wagons de ferrailles qui ont fait, sur nos voies, des séjours prolongés et qui nous ont privé de l'usage du matériel correspondant à l'époque où nous en avions cependant le plus urgent besoin.

Nous pensons que vous voudrez bien, en conséquence, nous faire couvrir de ces frais, ainsi qu'il en avait d'ailleurs été convenu, au cours de nos négociations avec le Général DUMONT aux mois d'avril et mai 1940.

Veuillez agréer, Monsieur le Ministre, l'assurance de mes sentiments de haute considération.

Le Président du Conseil d'Administration,

signé: FOURNIER.

Monsieur le Ministre,
Secrétaire d'Etat à la Production
Industrielle et au Travail

PARIS

702

(C)

SOCIETE NATIONALE DES CHEMINS DE FER FRANCAIS

Service Commercial.

9 novembre 1940.

C O P I E

Monsieur le Directeur,

Vous avez bien voulu charger M. GROS, Administrateur du G.I.A.F. et, en même temps, Chef de la Division des Achats et des Ventes au Service des Approvisionnements, Commandes et Marchés de la S.N.C.F., de nous transmettre la copie de la lettre que vous avez adressée le 31 octobre 1940 à ce Service au sujet de l'application des ferrailles restant en dépôt dans nos gares.

Nonobstant un examen plus approfondi de cette affaire, j'ai l'honneur de vous faire connaître immédiatement que ce n'est qu'en contre-partie de l'abandon à notre profit du prix de vente des ferrailles restées dans nos emprises après l'armistice que nous avons envisagé à l'abandon du recouvrement des frais de stationnement qui nous sont dus pour les wagons de ferrailles ayant stationné indûment sur nos voies et je me permets de vous rappeler qu'à la suite de nos entretiens avec le Général DUMONT et avec vous-même au cours des mois de mars, avril et mai 1940, il avait été entendu que la S.N.C.F. vous consentait un dégrèvement de 90% du montant de ces frais pour toutes les expéditions de ferrailles faites antérieurement au 1er mai 1940, date à partir de laquelle nous devons décompter à plein tarif les frais éventuels de stationnement.

C'est d'ailleurs, ce que vous nous avez confirmé vous-même par votre lettre "Frais de magasinage" du 4 mai 1940.

Si votre groupement, contrairement à ce que nous avait dit M. Armand BERNARD, Inspecteur Principal à la Direction des Fabrications dans l'Industrie, renonce maintenant à son intention de nous abandonner les prix de vente des ferrailles en cause, nous renonçons, de notre côté à abandonner le recouvrement des frais de stationnement et nous faisons faire immédiatement l'inventaire de ces frais que nous vous soumettrons aux fins de paiement dans le plus bref délai possible.

Monsieur CHAMPEIX
Directeur du G.I.A.F.
2, rue de la Beaune
PARIS

.....

J'ajoute que, contrairement aux termes de votre lettre du 31 octobre 1940, nous n'avons jamais donné d'instructions pour la vente immédiate de ces ferrailles, nous attendions pour le faire l'accord de M. le Ministre de la Production Industrielle sur notre lettre du 17 octobre 1940 et en attendant nous nous sommes bornés à enregistrer les ~~chiffres~~ offres d'achat qui nous étaient faites par des acheteurs éventuels.

Veuillez agréer, Monsieur le Directeur, l'expression de mes meilleurs sentiments.

LE DIRECTEUR DU SERVICE COMMERCIAL

signé: BOYAUX.

G.I.A.F.
2, rue de la Beaume
PARIS

31 octobre 1940.

S.N.C.F.
Division des Achats et des Ventes
100, avenue de Suffren
PARIS

v/Référence Ac/Vt/50 n°08419

Messieurs,

Nous avons l'honneur de vous accuser réception de votre lettre du 15 octobre, nous faisant part des instructions données à la S.N.C.F. par M. Armand BERNARD, Inspecteur Principal de la Direction des Fabrications dans l'Industrie, 129 rue de la Convention à PARIS.

Ainsi que nous vous l'avons signalé téléphoniquement, notre Groupement n'est nullement d'accord sur les engagements qui ont été pris en son nom à la suite de malentendus que nous avons mis au point ce matin même, au cours d'un entretien avec M. Armand BERNARD.

Il a été, en effet, convenu avec ce dernier que:

1° - l'autorisation de vendre directement avait été envisagée pour des cas d'espèce bien particuliers tels par exemple la vente d'un camion ou d'une locomobile. Cette autorisation pouvait également s'appliquer à des cas particulièrement urgents dont, notamment, l'obligation imposée par les Autorités d'occupation de débarrasser sans délai des quais encombrés.

2° - le prix ne devait en aucune façon être modifié, étant donné qu'il s'agit en la circonstance d'une décision prise par le Ministère de l'Armement et qui est parfaitement connue du public. Toute modification de prix pourrait, en effet, laisser entendre qu'une spéculation intervient sur une opération faite dans un but de Défense Nationale.

3° - en aucune manière, il n'avait été envisagé d'imputer la contre-valeur de ces ventes au compte Frais de stationnement puisque la S.N.C.F. avait préalablement décidé d'abandonner le recouvrement de ces frais.

.....

M. Armand BERNARD doit reprendre directement l'examen de cette question avec le Service Commercial de la S.N.C.F. , mais, d'ores et déjà, notre Groupement, qui a rendu compte de cette situation au Ministère de la Production Industrielle, considère qu'il est seul responsable de la liquidation de la campagne de récupération.

En conséquence, pour éviter de nouveaux malentendus, nous demandons à la S.N.C.F. d'annuler sans délai les instructions qu'elle a pu donner à ses Services, sans avoir reçu d'ailleurs l'autorisation des Pouvoirs Publics.

Nous avons appris que certains Chefs de gare s'étaient transformés en véritables prospecteurs de ferrailles et cette situation qui n'entre pas dans le cadre des attributions de la S.N.C.F. doit être immédiatement modifiée.

Notre Groupement devra donc être pressenti dans tous les cas où la S.N.C.F. serait saisie d'une demande d'achat de ferrailles collectées par ses soins.

Nous vous adressons la présente lettre en duplicata en priant M. GROS, Administrateur du G.I.A.F., de bien vouloir la faire parvenir à vos Services Commerciaux.

Nous vous prions d'agréer,

signé: CHAMPEIX.

102

SOCIETE NATIONALE DES CHEMINS DE FER FRANCAIS

D 9137/6
532 P 014.4D14
40 02

2255

17 octobre 1940.

Monsieur le Ministre,

C O P I E

En vue de permettre l'enlèvement le plus rapide possible des stocks de ferrailles qui encombrant encore actuellement les gares, M. Armand BERNARD nous a fait savoir, par lettre du 21 septembre, qu'il avait obtenu l'accord du C.I.A.F. pour que le produit des ventes que la S.N.C.F. serait en mesure de faire à des particuliers lui reste acquis, étant entendu qu'elle n'aurait pas à en référer et que le prix de vente serait de 15 francs les cent kilogs, la S.N.C.F. abandonnant, en contre-partie, ses ~~droits~~ droits de stationnement.

J'ai l'honneur de vous faire connaître que nous sommes bien d'accord pour abandonner, pour ce qui nous concerne, la perception des droits de stationnement et pour procéder à la vente des ferrailles récupérées, mais il ne nous paraît pas possible de nous baser, dans tous les cas, sur le prix forfaitaire de 15 francs les cent kilogs qui s'avère trop élevé en raison de la nature des matériaux entreposés.

Dans ces conditions, nous avons l'honneur de vous demander, Monsieur le Ministre, en nous confirmant officiellement, pour la bonne règle, l'accord obtenu du C.I.A.F. par M. Armand BERNARD, de bien vouloir nous donner toute latitude pour procéder au mieux à la vente des ferrailles qui nous encombrant.

Il restera bien entendu que les prix que nous récupérerons de la sorte resteront la contre-partie des frais de stationnement que nous abandonnons et ~~aucun~~ ne devront, en aucun cas, être imputés sur le remboursement par l'Etat des sommes avancées pour les achats effectués, avant l'Armistice, pour le compte du Ministère de l'Armement.

Veuillez agréer, Monsieur le Ministre, l'assurance de nos sentiments de haute considération.

Le Président du Conseil d'Administration,

signé: FOURNIER.

Monsieur le Ministre Secrétaire d'Etat à la
Production Industrielle et au Travail.

Extrait du P.V. de la séance du 13 mars 1940
du Conseil d'Administration

QU. IIbis - Compte rendu de la délégation
de pouvoirs donnée par le C.A.
dans sa séance du 1er sept. 1939

P. 8

M. LE PRESIDENT rappelle qu'il a été distribué aux membres
du Conseil un compte rendu des affaires qui ont été réglées
en vertu de la délégation de pouvoirs donnée par le Conseil
dans sa séance du 1er septembre 1939 et dont il reprend
l'énumération :

- Accords avec le Groupement d'Importation et d'Achats de
Ferrailles (G.I.A.F.) sur les prix et la liquidation des
ferrailles de la S.N.C.F.

Le Comité a approuvé ces accords qui, d'une part, réservent
à la S.N.C.F. la possibilité de vendre certaines catégories de
ferrailles par appels à la concurrence, avec contrôle du G.I.A.F.
et, d'autre part, fixent le barème spécial des prix des ferrail-
les à vendre directement aux usines par l'intermédiaire du
G.I.A.F.

Extrait du P.V. de la séance du Comité de Direction
du 27 février 1940

QUESTION XI - Accords avec le Groupement
d'Importation et d'Achats de Ferrailles
(G.I.A.F.) sur les prix et la liquidation
des ferrailles de la S.N.C.F.-

P.T. court

Le Comité donne son accord aux propositions qui lui sont
soumises.

Steno p. 34

M. LE BERNERAI. - Nous avons réussi à négocier avec les
représentants de G.I.A.F. un accord qui aboutit à une solution
satisfaisante en ce qui concerne les prix qui nous seront payés
pour la ferraille récupérée.

M. BERTHELOT. - Cette même question de prix se pose pour
la récupération des métaux non ferreux : on voudrait nous ven-
dre très cher à l'état neuf et nous racheter très bon marché
~~une fois~~ après usage.

M. GRIMPRET.—Les ferrailles sont expédiées dans les usines sans être triées et je connais une forge qui a dû retourner comme inutilisable la moitié de ce qui lui avait été envoyé. Ceci n'est pas fait pour simplifier le problème des transports.

M. LE COMMISSAIRE DU GOUVERNEMENT.— Nous nous occupons de régler cette question et M. ARON m'a envoyé un mot à ce sujet. Il y a bien des instructions qui sont simples en matière de récupération de la ferraille, mais qui conduisent à des transports absolument inutiles.

M. BERTHELOT.— Il serait nécessaire qu'une collaboration plus étroite existât avec le C.I.A.F.

M. ARON.— Tous les établissements de la Guerre envoient, sans aucun tri, leur ferraille au parc d'artillerie de la région et c'est là seulement que s'opère le tri.

M. LE COMMISSAIRE DU GOUVERNEMENT. - De sorte qu'il arrive que certaines ferrailles soient renvoyées à leur point de départ si c'est là que se trouve l'usine qui en a besoin.

M. LE PRÉSIDENT. - Ne peut-on pas remédier à cet état de choses lamentable ?

M. LE COMMISSAIRE DU GOUVERNEMENT. - Il suffirait d'exiger des expéditeurs un peu de discernement. Je citerai le cas d'une expédition de camions usagés faite par l'Armée, ^{la région de} de l'Est sur Le Mans. Là, on a constaté que 70 à 80 % de ces camions étaient bons pour la ferraille et on les a réexpédiés sur l'Est.

M. LE BRENNERAI. - A l'arrivée au Mans, on nous a même demandé de fournir des grues pour décharger ces camions, parce que certains ~~qu'ils~~ n'avaient plus de roues.

M. BOUFFARDEAU. - Ce sont pourtant des camions neufs, réquisitionnés il y a 5 mois.

M. LE COMMISSAIRE DU GOUVERNEMENT. - Pour éviter de tels transports inutiles, il suffirait que les chefs des services intéressés veillent à ce que les triés nécessaires soient faits avant envoi.

M. GRIMPRET. - C'est une question d'organisation.

M. LE PRÉSIDENT. - J'ai essayé d'organiser, dans le 5ème arrondissement, l'enlèvement des ferrailles chez les particuliers. Cela n'a pas été sans difficultés. ~~J'aixxxxxxxxxxxxxxxxxxxx~~

C'est mon collaborateur, M. BERTRAND, qui a pris la chose en mains. J'ai constitué un petit Comité et recouru à l'aide des étudiants, qui vont prendre la ferraille à domicile, la descendent dans les cours, la portent dans des charrettes jusqu'aux endroits indiqués.

M. LE BERNERAIS.— Il y a également à se préoccuper de la question de l'assurance contre les accidents du travail. Un de nos agents est mort d'une piqûre contractée en manipulant du métal.

M. LE PRÉSIDENT.— Le Ministère de l'Armement m'a couvert en l'espèce des risques d'accidents. J'aurais voulu que, dans tous les arrondissements de Paris, quelqu'un prit la tête d'un mouvement comme celui-là. Mais l'organisation n'est pas une chose qui s'invente. Espérons que nous arriverons cependant à un résultat. Il existe dans les établissements publics beaucoup de ferraille. On en a récolté 11 tonnes au Lycée Henri IV et 11 également au Lycée Roche à Versailles.

M. GRIMPERT.— Il n'y a pas beaucoup de ferrailles dans les appartements de Paris, faute de place. Il y en a davantage en province, dans les greniers.

M. LE PRÉSIDENT.— Il y en a pourtant dans les caves à Paris où, notamment, on a souvent remisé d'anciens moyens de chauffage, en cas d'installation du chauffage central.

.....

M. ARON..- Ces récupérations ne peuvent présenter d'intérêt qu'avec de la main-d'œuvre gratuite. C'est ainsi que le collinage des vieux papiers a coûté de grosses sommes aux Travaux Publics.

M. BERTHELOT..- On pourrait commencer par réduire la consommation du papier.

M. LE PRESIDENT..- Il est certain qu'on pourrait aller beaucoup plus loin dans la voie des récupérations.

En Allemagne, il y a, à la porte de chaque maison, 3 ou 5 poubelles : une pour le papier, une pour le fer, une pour les os, une pour les vieux objets, etc... On pourrait mettre une vieille caisse à la porte de chaque maison où chacun déposerait ses vieux papiers.

M. LE COMMISSAIRE DU GOUVERNEMENT..- Oui, mais l'enlèvement séparé est très compliqué.

M. LE PRESIDENT..- Le Comité approuve les propositions qui lui sont soumises en ce qui concerne l'accord réalisé avec le S.I.A.F.

SOCIETE NATIONALE DES CHEMINS DE FER FRANCAIS

Comité de Direction

Séance du 27 février 1940

**XI - Accords avec le Groupement d'Importation
et d'Achats de Ferrailles (G.I.A.F.) sur
les prix et la liquidation des ferrailles
de la S.N.C.F.**

SOCIETE NATIONALE DES CHEMINS DE FER FRANCAIS

COMITE DE DIRECTION

Service des Approvisionnements,
Commandes & Marchés

27 Février 1940

Division des Achats et des Ventes

(Question N° XI)

RAPPORT au COMITE de DIRECTION

OBJET - Accords avec le G.I.A.F.
sur les prix et la
liquidation des ferrail-
les de la S.N.C.F.

Le Groupement d'Importation et d'Achats de Ferrailles (G.I.A.F) constitué à la mobilisation, a été habilité, par un arrêté du Ministère de l'Armement du 22 Novembre 1939 faisant suite au décret du 21 Novembre 1939, à procéder à la répartition des ferrailles sur le territoire national, et la S.N.C.F. a dû mettre à sa disposition les ferrailles qu'elle possédait.

En application du décret-loi du 9 Septembre 1939, les prix des ferrailles sont réglementés par le Ministre responsable, en l'espèce le Ministre de l'Armement, après avis du Comité interministériel visé par ledit décret-loi.

Un barème des prix maxima d'achat par les consommateurs de ferrailles du commerce avait été établi par le G.I.A.F. et homologué par arrêté ministériel du 21 Novembre ; ce barème est sensiblement celui qui était établi avant les hostilités par l'Union des Consommateurs de Ferrailles.

Avant les hostilités, les ferrailles produites par la S.N.C.F. étaient toujours vendues par appel d'offres à des prix bien supérieurs à ceux du barème de l'Union des Consommateurs de Ferrailles. Aussi, par lettre D 9321/63 du 9 Décembre à M. le Haut-Commissaire de l'Economie Nationale, la Société Nationale des Chemins de Fer a protesté contre les prétentions du G.I.A.F. qui voulait acheter les ferrailles produites par la S.N.C.F. aux prix des ferrailles courantes du commerce ; cette manière de faire présentait les inconvénients suivants :

1°) La S.N.C.F. perdait le bénéfice de l'utilisation rationnelle de certaines catégories de ferrailles pouvant être utilisées directement par les lamineurs : bandages, essieux, grosses tôles, rails fer, rails acier D.C., etc...

2°) On ne tenait pas compte de la valeur intrinsèque des autres ferrailles produites par la S.N.C.F. dont la qualité est supérieure à celle des ferrailles correspondantes du commerce, en raison :

.....

- a) de ce qu'elles sont plus massives,
- b) de ce qu'elles proviennent d'aciers sélectionnés ayant fait, lors de leur achat, l'objet de réception suivant des spécifications techniques unifiées.

3°) La S.N.C.F. devait vendre certaines ferrailles, qu'elle estimait ne pas avoir avantage à trier et à démolir, à des prix très bas, alors que l'expérience avait montré que des spécialistes pouvaient en tirer, par un tri rationnel, certaines catégories se vendant plus cher que les catégories correspondantes du commerce.

Au cours d'une réunion chez M. BICHELONNE, Chef du Cabinet Technique de M. le Ministre de l'Armement, la S.N.C.F. a reçu pleine satisfaction sur le premier point; il a été entendu, en effet, que la S.N.C.F. pourrait vendre aux lamineurs par appel à la concurrence ses ferrailles pouvant être relaminées, étant entendu que ces ventes seraient faites sous le contrôle du G.I.A.F.

Pour les 2 autres points, la question n'ayant pu être tranchée lors de la réunion chez M. BICHELONNE, il avait été convenu que les représentants du G.I.A.F. et de la S.N.C.F. chercheraient une solution satisfaisante (voir lettre du 18 janvier ci-jointe).

Après négociation, l'accord paraît réalisable sur les bases suivantes :

1°) Pour les ferrailles susceptibles d'être directement utilisées par les Usines, le G.I.A.F. consent à accorder à la S.N.C.F. des prix supérieurs à ceux du barème ainsi qu'il est indiqué au tableau ci-joint.

Dans l'ensemble, les plus-values accordées représentent les 2/3 environ de celles demandées initialement par la S.N.C.F.

Nous estimons que cette solution est acceptable.

2°) En ce qui concerne les ferrailles pour lesquelles la S.N.C.F. estime ne pas devoir pousser jusqu'au bout le tri et la démolition, une solution analogue à celle proposée pour les produits relaminés a été acceptée : vente par appels à la concurrence avec contrôle du G.I.A.F.

Il est demandé au Comité de Direction de la S.N.C.F. de vouloir bien donner son accord à ces dispositions.

P. Le Directeur
du Service des Approvisionnements,
Commandes et Marchés,

Le Chef de la Division
des Achats et des Ventes,
GROS.

MINISTÈRE
de
l'ARMEMENT -

Cabinet du Ministre

Paris, le 16 Janvier 1940
(Reçu le 23.I.40 - Enreg. n° 26.163)

F.H./M.H.

Sce des Approvisionnements
Commandes et Marchés, pr. attribution
Visé : LE BESNERAIS.

Monsieur le Directeur Général,

Par votre lettre D.9. 321/63 du 28 Décembre 1939, vous avez bien voulu attirer mon attention sur le fait que la S.N.C.F. était le principal producteur en France de ferrailles d'une qualité supérieure qui ne pourraient pas être achetées et payées par le Groupement d'Importation et d'Achat des Ferrailles au même prix que les autres, sans causer à la S.N.C.F. un préjudice considérable.

J'ai l'honneur de porter à votre connaissance qu'après examen de la question en commun avec les divers organismes intéressés, la solution suivante a été retenue qui semble rencontrer l'approbation des parties :

1°) Les ferrailles ordinaires de la S.N.C.F. seraient payées à un taux plus élevé que celles du commerce; cette plus-value correspondant à une qualité de ferrailles qui pourrait être appelée " qualité chemin de fer ".

2°) Les vieux essieux, les vieux bandages seraient vendus aux relamineurs, les marchés étant passés par la S.N.C.F. mais soumis au préalable à l'agrément du Groupement d'Importation d'Achat des Ferrailles.

Vos Services, représentés par Monsieur GROS, se préoccupent actuellement de se mettre d'accord avec le Groupement d'Importation et d'Achat des Ferrailles, sur le détail de la procédure ainsi décrite dans ses grandes lignes. Il restera naturellement à faire approuver cette procédure par le Comité interministériel des Prix.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Directeur Général, l'expression de mes sentiments très dévoués.

Le Chef du Cabinet Technique
signé: BICHELONNE

Monsieur Le BESNERAIS,
Directeur Général de la Société Nationale
des Chemins de Fer Français .

Tableau Annexe au Rapport du Comité de Direction
relatif aux accords projetés avec le G.I.A.F.
sur les prix et la Liquidation des Ferrailles
de la S.N.C.F.

1°) Catégorie de ferrailles pouvant être utilisées directement par les lamineurs qui feront l'objet de ventes avec appels d'offres par la S.N.C.F. sous le Contrôle du G.I.A.F.

<u>Symbole</u>	<u>Désignation</u>
a) <u>Service Matériel et Traction:</u>	
0520210	Bandages divers
0520250	Essieux nus droits divers
b) <u>Service Voie et Bâtiments</u>	
0521500	Rails et coupons de rails en fer de toutes longueurs D.C. et Vignole
0521520	Rails et coupons de rails en fer de toutes longueurs de types autres que D.C. et Vignole.
0521550	Rails et coupons de rails en acier type D.C. de toutes longueurs supérieures à 1m50

2°) Catégorie de ferrailles vendues directement aux Usines par l'intermédiaire du G.I.A.F. suivant barème spécial S.N.C.F.

<u>Symbole</u>	<u>Désignation</u>	<u>Catégorie</u> GIAF de compa- raison	<u>Prix proposé</u> (Base du barème GIAF Région parisienne) les 100 Kgs
a) <u>Service Matériel et Traction:</u>			
0520215	Corps de roues divers avec ou sans bandages	F M 1	FM 1 + 2 soit 39 ^f 70
0520252	Essieux montés de toutes sortes avec ou sans bandages	F M 1	FM 1 + 2 soit 39 ^f 70
		

Symbole	Désignation	Catégorie GIAF de compa- raison	Prix proposé (Base du barème GIAF Région Parisienne) les 100 Kgs
<hr/>			
	a) <u>Service Matériel & Traction</u> (Suite)		
0510110	Ferrailles désassemblées ou assemblées de longueur maximale lm30 pouvant comprendre riblons massifs, boulons, rivets, chutes de profilés, d'acier, rognures de tôles fortes et moyennes, pièces diverses, etc.....	F M 1	FM 1 + 4 soit 41 ^f 70
0500150	Tournures et copeaux d'aciers divers	T 1	T 1 . + 27 ^f --
0500400	Fontes gros blocs de poids supérieurs à 50 Kgs	V F 2	VF 2 - 6 - 39 ^f --
0500410	Fontes diverses de poids inférieur ou égal à 50 Kgs sabots de frein et semelles pouvant contenir de l'acier en petite quantité	V F 2	VF 2 + 2,5 soit 47 ^f 60
0500480	Tournures de fonte	T 3	T 3 - 26 ^f 40
	b) <u>Service Voie & Râtiments</u>		
0521000	Coins en acier	F C	FC + 4 soit 50 ^f 75
0521080	Eclisses fer et acier	F C	FC + 4 - 50 ^f 75
0511110	Ferrailles assemblées ou désassemblées non galvanisées, longueur inférieure à lm30 pouvant comprendre chutes de gros profilés, riblons propres de démolition, déchets de constructions, ferrures, selles, plaques, etc.....	F M 1	FM 1 + 4 - 41 ^f 70

Symbole	Désignation	Catégorie GIAF de compa- raison	Prix proposé (Base du barème GIAF Région Parisienne) les 100 Kgs
b) <u>Service Voie & Bâtiments</u> (Suite)			
0511100	Ferrailles désassemblées non galvanisées, longueur inférieure à 0m60 pouvant comprendre : chutes de profilés d'acier de forge, rognures de tôles épaisses, axes, boulons, rondelles, rivets, chutes neuves d'ateliers grosses débouchures.	F E 1	FE 1 + 6 soit 44 ^f 75
0501050	Ferrailles grosses spéciales pouvant comprendre : pièces d'appareils de voie, aiguillage, croisements, traversées, contre-rails rails façonnés.	F M 0	FM 0 - 2 soit 49 ^f 50
0501200	Grosses pièces en acier moulé ordinaire pouvant comprendre : coeurs, pointes.	F M 1	FM 1 + 4 - 41 ^f 70
0501210	Petites et moyennes pièces en acier moulé ordinaire pouvant comprendre coussinets, butées, butoirs, entretoises, cales etc....	F M 1	FM 1 + 4 - 41 ^f 70
0521350	Rails et coupons de rails acier type DC de toutes longueurs, inférieures ou égales à 1m50	F M 0	FM 0 - 51 ^f 50
0521650	Rails et coupons de rails en acier type Vignole de toutes longueurs supérieures à 1m50	F M 0	FM 0 - 2 soit 49 ^f 50
0521700	Rails et coupons de rails en acier type Vignole de toutes longueurs inférieures ou égales à 1m50	F M 0	FM 0 - 51 ^f 50
		

Symbole	Désignation	Catégorie GIAF de compa- raison	Prix proposé (Base du barème GIAF Région Parisienne) les 100 Kgs
<hr/>			
	b) Service Voie & Bâtiments (Suite)		
0521759	Rails et coupons de rails en acier de types autres que D.C et Vignole de toutes longueurs supérieures à 1m50	F M 0	FM 0 - 2 soit 49 ^f 50
0521800	Rails et coupons de rails en acier de types autres que D.C. et Vignole de toutes longueurs inférieures ou égales à 1m50	F M 0	FM 0 - 51 ^f 50
0521900	Tirefonds de voie courante	F E 1	FE 1 + 7 soit 45 ^f 75
0521.950	Traverses métalliques	F M 1	FM 1 + 4 soit 41 ^f 70
0501150	Tournures et copeaux d'aciers divers	T 1	T 1 - 27 ^f --
0501450	Fontes de coussinets	V F 1	VF 1 + 2 soit 52 ^f --
0501420	Fontes mécaniques	V F 1	VF 1 + 2 soit 52 ^f --
0501410	Fontes diverses cassables à la masse	V F 2	V F 2 + 2 soit 47 ^f 10
0501400	Fontes diverses non cassables à la masse	V F 2	VF 2 - 2 soit 43 ^f 10

3° Catégorie de ferrailles à trier à démolir ou à découper, vendues avec appel d'offres par la S.N.C.F. sous le Contrôle du C.F.A.F

<u>Symbole</u>	<u>Désignation</u>
a) <u>Service Matériel & Traction</u>	:
0510120	: Ferrailles non triées tout-venant, : assemblées ou non, longueur supé- : rieure à 1m30 et toutes ferrailles : autres que celles comprises au : Symbole 0510110.
0500430	: Fontes brûlées pouvant comprendre : barreaux de grille, cheminées, etc....
0500100	: Tôles fortes d'épaisseur égale ou : supérieure à 5 m/m
0500101	: Tôles minces et moyennes d'épaisseur : inférieure à 5 m/m
0500102	: Tôles noires galvanisées et fer blanc
b) <u>Service Voie et Bâtiments</u>	:
0521050	: Câbles et fils de fer ou d'acier
0511130	: Ferrailles diverses galvanisées
0511120	: Ferrailles diverses non galvanisées : à démolir ou à démonter tout-venant : pouvant comprendre : charpentes, : mats, tringles signaux, signaux, barrières : treillis, tubes, etc....
0501430	: Fontes diverses brûlées
0501100	: Tôles fortes (épaisseur supérieure ou : égale à 5 m/m)
0501101	: Tôles fines et moyennes, feuillards : petite tôlerie ouvrée.
0501102	: Tôles galvanisées planes et ondulées.